

Techniques et grève (version non-achevée)

Techniciens et techniciennes, nous sommes méprisé-es; les causes de ce mépris sont multiples et nous allons en exposer quelques-unes. Nos délégué-es étudiants d'abord, si nous pouvons les considérer comme tels, mettent de l'avant un argumentaire centré sur l'Université et renforcent sans cesse le préjugé selon lequel les étudiantes et les étudiants en techniques ne sont pas concerné-es par la hausse des frais de scolarité. Les administrations transforment nos diplômes en certificats de travail directement délivrés aux employeurs. La classe politique semble même n'avoir aucune considération pour les techniciennes et les techniciens puisqu'elle songe à abolir les cégeps. À terme, il s'agit d'une dévalorisation sociale du travail pratique face au travail « d'expert-e ». Oui, nous sommes méprisé-es et c'est à nous de renverser la vapeur.

La représentation des étudiantes et étudiants en techniques collégiales se fait principalement via la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). La FECQ sert de vivier pour sa grande soeur, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui lui dicte son discours et ses pratiques organisationnelles. À l'ASSÉ, bien que le collégial et l'université soient représentés, l'exécutif national et les comités sont presque exclusivement composés d'universitaires, et ce, bien qu'ils et elles ne comptent officiellement que pour le cinquième des membres. Ni dans l'une ni dans l'autre, les étudiantes et étudiants en techniques n'ont d'espace pour s'exprimer au sujet des stratégies et des revendications. Le discours dominant du mouvement étudiant actuel qui présente la hausse comme un obstacle à l'ascension sociale est méprisant pour les gens qui ont choisi de développer leur savoir pratique. Ce discours ne sert pas à proposer d'alternative à un système d'éducation reproducteur d'inégalités, mais uniquement à faire de nous une chair à manifestation qui viendrait grossir les rangs d'un mouvement dont nous sommes politiquement exclu-es.

D'un côté, les administrations locales se lamentent d'un manque de financement alors que, de l'autre, elles orientent leurs investissements dans le puits sans fond de la recherche universitaire à des fins commerciales. Les programmes techniques se retrouvent sans le sou et orientés vers des secteurs économiques où les emplois sont nombreux mais précaires, sans compter les béquilles que sont les AEC (attestations d'études collégiales) en cas de pénurie de main-d'œuvre. La formation s'en retrouve amputée d'une bonne part de la théorie, de la réflexion nécessaire à la pérennité du diplôme et à la polyvalence des futures travailleuses et travailleurs. Cette logique entretient les privilèges des universitaires en détériorant les capacités des techniciennes et techniciens, devenu-es de simples outils d'exécution d'une description de tâches.

Les politiques en matière d'éducation organisent quant à elles la marginalisation, voire la disparition des programmes techniques. On peut facilement prévoir que la hausse sera accompagnée de multiples mesures visant à accentuer la séparation entre les formations universitaires et collégiales, au détriment de ces dernières. L'augmentation des actes réservés aux détenteurs et detentrices de diplômes universitaires, la spécialisation des techniques et la diminution des compétences qu'elles permettent d'acquérir seront les conséquences, déjà vérifiables, de la logique qui sous-tend la hausse des frais de scolarité. Nous l'observons déjà dans le milieu de la Santé où le ministre propose que les infirmiers et infirmières détiennent obligatoirement un baccalauréat pour pouvoir pratiquer.

Les étudiantes et étudiants en technique ne sont pas plus insensibles à cette hausse que les autres, c'est même dans leur intérêt de s'y opposer vu les conséquences qu'elle aura sur la reconnaissance de leurs compétences. À quoi bon payer une fortune pour un diplôme universitaire si une formation large et complète est disponible pour presque rien? Déjà, on voit les ordres professionnels défendre leurs membres en s'entredéchirant pour des privilèges acquis sur le dos de celles et ceux qui, souvent pour des raisons financières, n'ont pu se permettre une formation à plusieurs milliers de dollars. Si la tendance se maintient, il faut s'attendre à une hiérarchisation de plus en plus importante entre ceux et celles qui pensent et les autres qui exécutent.

Même dans une optique plus individualiste, les étudiantes et étudiants de techniques sont directement touché-es par la hausse annoncée. En tant que futur-es travailleuses et travailleurs, les techniciennes et techniciens seront les personnes les plus affectées par une augmentation des frais de scolarité. D'abord pour eux-mêmes, puisque la formation universitaire sert souvent de prérequis à l'amélioration des conditions de travail, mais aussi pour leur éventuelle contribution à la formation de leurs possibles enfants et de leurs proches. En conséquence, les personnes en techniques ont intérêt à s'investir massivement dans la grève qui vient, ne serait-ce que pour éviter d'être évacué-es du discours, invisibilisé-es par nos représentant-es officiel-les.

À terme, il s'agit de construire un mouvement étudiant qui défend non pas de strictes positions corporatistes et encore moins des postes pour nos politiciennes et politiciens universitaires en devenir. On va se mobiliser, mais pas au nom d'une solidarité abstraite qui met en place des barrières entre le pratique et le théorique, entre le collégial et l'universitaire. On va y aller pour défendre nos intérêts au nom d'une solidarité inclusive, d'un projet de société où toutes les formes de connaissance seront promues et où l'éducation ne servira plus à reproduire les privilèges de certain-es. Pour ça, on va se mobiliser, et gagner.